

Il n'y a pas d'alternative !

Alors que les menaces écologiques se font de plus en plus pressantes, on peut s'étonner du léger des solutions qu'on prétend y apporter, pas du tout à la hauteur des enjeux et sans une véritable vision globale. Au lieu d'une écologie-politique collective et réaliste, on nous vend plutôt habituellement une écologie *individualiste* et moralisante, que ce soit dans sa version religieuse ou libérale, mais, en dehors de quelques marginaux, il n'est jamais question, ou presque, d'une véritable alternative au productivisme qu'on impute à l'avidité humaine plus qu'au système du profit.

On en appelle soit à la conversion des esprits et des cœurs, soit à de simples mesures techniques ou incitations financières, comme s'il était devenu impossible en tout cas de changer un système mondialisé, au moment même où il y aurait tellement besoin pourtant de dispositifs *politiques* concrets, du local au global, pour adapter notre système de production aux nouvelles forces productives tout autant qu'aux nouvelles contraintes écologiques. On n'y échappera pas, quels que soient les résistances et les conservatismes. Dès lors, la question n'est pas tant celle de l'ancien système, ni de simplement le brider par des lois, des luttes ou par nos prières, que de savoir par quoi le remplacer et d'en construire un autre plus adapté à notre temps, combinant une inévitable relocalisation de l'économie avec toutes les institutions du travail autonome et du développement humain.

Hélas, les instruments principaux d'une alternative au salariat productiviste comme à la mondialisation marchande paraîtront sans doute bien exotiques par rapport aux modèles de référence et à nos habitudes de pensée, voire complètement hors de propos : [monnaies locales](#), [coopératives municipales](#), [revenu garanti](#)^[1] ! Il n'y a pas d'autre alternative pourtant, ni libérale, ni autoritaire, ni morale.

LA CONFUSION DES ESPRITS

Avec notre entrée dans l'ère de l'information, de l'écologie et de l'unification du monde qui en résulte, nous vivons sans doute un des plus grands bouleversements que l'humanité a pu connaître, périodes de *rupture* où les idées changent, où d'anciennes évidences se renversent, où les esprits s'égarer et l'incertitude domine. Les anciennes idéologies et les réponses qu'elles donnaient se révèlent complètement inadaptées à notre nouvelle situation. Tout est à repenser mais il y a de nombreux écueils sur le chemin. Il faut bien avouer qu'il n'y a pas de solution simple car nous sommes ici face à un problème particulièrement difficile et complexe.

Si on se met dans la perspective de l'histoire des idéologies, on peut caractériser notre moment historique comme celui du passage d'une hégémonie presque totale du néolibéralisme, depuis plus de

30 ans, à celle tout opposée d'une écologie régulatrice, ce qui ne veut pas dire qu'on sache encore très bien ce que cela signifie entre conceptions mystiques et technocratiques. Ce changement de paradigme est cependant d'autant plus problématique que là où le « laisser-faire » pouvait s'arranger de l'imperfection de l'information et des marchés, l'écologie-politique porte en elle l'exigence paradoxale de la prévision et de l'action publique malgré ce manque d'informations et l'incertitude du monde, passage de l'histoire *subie* à l'histoire *conçue*. L'accès à ce nouveau stade *cognitif* dans nos interactions globales avec un milieu incertain et fragile ne va pas du tout de soi, cumulant à la fois les difficultés du principe de précaution et de la construction d'une intelligence collective. Il y faudrait une « démocratie cognitive » très éloignée de nos démocraties de marché actuelles, ainsi que le retour d'un certain collectivisme même s'il est bien différent de l'ancien (il faut le souhaiter !), réfutant l'individualisme libéral par la coopération tout en valorisant l'autonomie de la personne. Cette conscience collective est encore bien hésitante mais elle a déjà commencé à prendre corps pourtant, notamment dans les conférences sur le climat.

Il faut dire qu'en dehors du GIEC, lui-même assez critiquable dans sa modération politique, cette « intelligence collective » a plutôt brillé par son absence jusqu'ici. Il n'y a pas de quoi être optimiste devant l'égaré général, en particulier sur les conceptions mêmes de l'écologie : « Dans la plus grande confusion se mêlent développement durable, sauvegarde de la nature, crise de l'énergie et altermondialisme. Chacun semble persuadé de la nécessité d'une alternative écologiste sans avoir la moindre idée de la façon d'y parvenir, jusqu'à dénier son caractère politique et social pour se contenter d'un catastrophisme sans nuances, de bonnes intentions, de grandes déclarations et de petits gestes... [2] »

LA PRISE DE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE

La première difficulté, c'est effectivement de faire le bon diagnostic, d'arriver à une bonne évaluation des risques écologiques, ce qui est loin d'être évident. Devant les incertitudes, la nécessité d'agir peut toujours être mise en doute par certains, avec plus ou moins de virulence, jusqu'à parler de « psychose collective » à propos du réchauffement climatique ou de « complot des écologistes » ! Cela témoigne du moins que les écologistes sont partout désormais, même dans les gouvernements, et que les irresponsables sont devenus minoritaires. Malgré la difficulté d'établir la vérité des faits et d'y appliquer le principe de précaution, c'est en l'absence de certitude (mais pas d'informations inquiétantes) que l'opinion scientifique puis mondiale a fini par se décider à réagir devant l'ampleur des risques, à part quelques uns qui se voudraient plus malins que les autres et détenir une vérité au nom de convictions intimes qui n'ont plus grand-chose de scientifique. Cela n'empêche pas qu'on peut se tromper et que de nouvelles données peuvent toujours modifier nos prévisions. Malgré cela, considérée il y a peu encore comme une préoccupation de rêveurs, il n'y a pas de doute que l'écologie s'impose désormais comme prioritaire au niveau planétaire et transforme profondément nos conceptions politiques en devenant la nouvelle idéologie dominante, pour de fortes raisons matérielles (les questions étant matérielles et non pas idéologiques, il ne faut pas s'étonner qu'il n'y ait aucune unité idéologique des écologistes sur les réponses à donner).

Au niveau le plus immédiat, la hausse du pétrole a pu servir d'élément amplificateur, comme au moment du premier choc pétrolier et de l'émergence des premiers mouvements écologistes, mais, aujourd'hui, ce qui motive l'hégémonie idéologique de l'écologie, c'est d'abord le réchauffement climatique qui s'accélère. Il faut d'ailleurs souligner que la période est un peu moins favorable à cette prise de conscience, malgré les mauvaises nouvelles qui s'accumulent, dès lors que nous connaissons temporairement un léger refroidissement dû à *La niña*. On voit notre difficulté à se projeter dans le long

terme et notre sensibilité extrême à l'immédiat !

Plus fondamentalement, sans doute, l'écologie s'impose du fait de la globalisation elle-même et du caractère global des problèmes qu'elle provoque. C'est notre destin planétaire commun qui nous rassemble mais c'est aussi la conséquence de l'ère de l'information qui nous relie et nous fait connaître l'étendue des dégâts, conscience du négatif du progrès ainsi que du déchaînement des sciences et des techniques, avec leur puissance démesurée qui peut se retourner contre nous ; quand le temps est venu d'une post-modernité ou modernité réflexive qui est aussi le temps d'une société post-industrielle. L'écologie politique n'est pas tant un nouveau paradigme ou de nouvelles valeurs, ce n'est pas l'amour de la nature mais l'accès (difficile) à un nouveau stade cognitif, celui d'une conscience planétaire et de la responsabilité de nos actes envers les générations futures. La démocratie en est profondément bouleversée : Ce n'est plus l'immanence d'une fondation sur soi-même, c'est la transcendance d'un monde à sauvegarder. Ce n'est plus l'immédiateté de la présence mais la projection dans l'avenir, la temporalité de l'être (sa durabilité). Ce n'est plus le pouvoir absolu de la majorité enfin mais une démocratie des minorités, des droits de l'homme et de la diversité, ancrée dans le local : une démocratie de « face à face ». C'est encore un effet paradoxal de la globalisation des réseaux et des marchés qu'une pensée globale exige un agir local et une relocalisation équilibrant la globalisation marchande !

L'écologie-politique à l'ère de l'information n'a rien à voir avec un quelconque retour en arrière, ni avec un moralisme puritain, c'est d'abord la conscience des déséquilibres que nous avons produits et la limitation de nos ressources qui devient manifeste avec le développement des pays les plus peuplés. On ne sait pas très bien si la situation est très grave ou désespérée mais on ne pourra plus ignorer désormais ces inquiétantes informations. Une fois admise l'impasse d'un développement qui n'est pas durable, il faudrait lui trouver des alternatives mais, le préalable, c'est d'essayer de comprendre la cause d'un productivisme insoutenable si on veut avoir une chance d'en sortir.

Les problèmes écologiques ne peuvent être séparés de tous les autres problèmes, notamment économiques et sociaux : on ne peut séparer la consommation de la production, ni le travail de la vie. On ne peut changer les consommations qu'en transformant travail, revenus et circuits de distribution, si ce n'est la technique elle-même. On ne peut relocaliser qu'en partant du local mais à condition de l'inscrire dans un projet global et des circuits alternatifs qui fassent système. Pour avoir une chance de changer de système, nous avons besoin de comprendre à la fois le caractère *systémique* du productivisme et *pluriel* de l'économie (la pluralité des systèmes).

LE PRODUCTIVISME DU CAPITALISME SALARIAL

Depuis les tous débuts de la société de consommation, les condamnations religieuses et morales d'un appétit effréné de marchandises ont été innombrables. On accuse la nature humaine et le mal qui nous habiterait d'un désir illimité ou d'un égoïsme pervers, alors que la société de consommation est un *système* historiquement daté et qui est d'autant moins déterminé par l'individu qu'il est soutenu par des politiques keynésiennes, par une publicité omniprésente et par des circuits de distribution de masse. Dans ce capitalisme salarial, l'emploi dépend de l'écoulement des marchandises. La société de consommation, c'est la société du travailleur/consommateur séparé de son produit et dépendant du capital (des machines). Rien de naturel là-dedans ! Ce n'est pas une question de valeurs, de bons et de méchants, ni même d'individualisme (qui tient surtout au caractère individuel du revenu).

Le productivisme n'est pas causé par la consommation mais par la logique du profit qui constitue le moteur de l'investissement capitaliste. Les capitaux sont utilisés pour augmenter la productivité (réduire le temps de travail) et dégager un profit par rapport à la concurrence. Les entreprises qui n'améliorent

pas leur productivité disparaissent. Il n'y a pas là de décision individuelle mais une pression systémique du marché par la baisse des prix, et, comme l'a montré Bookchin, même des coopératives subissent cette pression du marché, sauf si ce sont des **coopératives municipales**. Le productivisme du capitalisme salarial est d'ailleurs mis à son crédit lorsqu'il permet aux pays pauvres de décoller grâce au « cercle vertueux de la croissance » mais il ne peut s'arrêter, tout est là. C'est en découvrant cette nécessité pour le capitalisme de « créer des besoins » qu'André Gorz est devenu l'un des premiers écologistes anti-capitalistes. On peut dire, en effet, que le capitalisme s'impose par son productivisme, puis dure par la société de consommation. Il serait donc tout à fait illusoire de vouloir réduire par des préceptes moraux un productivisme qui est structurel et financier !

On ne s'en tirera qu'à construire un système de production non productiviste, ce qui peut sembler impossible sauf que, non seulement la victoire du productivisme précipite sa fin, mais on peut considérer qu'il a fait son temps à l'ère de l'information, du travail *immatériel* et de la coopération des savoirs. En effet, le productivisme caractérise en premier lieu le salariat industriel avec une force de travail qui se mesure en temps de machine, alors que dans le domaine immatériel, le temps de travail n'est plus linéaire et ne constitue plus une mesure pertinente de la valeur d'un produit. C'est ce qui favorise le travail autonome et les contrats d'objectif plutôt qu'un salariat mesuré par son temps de subordination. C'est un point décisif et trop sous-estimé de la sortie du productivisme, cependant, même si les nouvelles forces productives l'exigent, cela ne se fera pas tout seul pour autant. En effet, pour que le travail autonome soit supportable, et même simplement possible, il a besoin d'un support institutionnel (notamment un revenu garanti et des structures collectives).

POUR UNE ÉCONOMIE PLURIELLE

Construire un nouveau système ne veut pas dire détruire l'ancien. Tout au contraire, le système marchand n'a pu se développer que dans les villes franches de la féodalité avant de pouvoir s'y substituer. L'industrie n'a pas supprimé l'agriculture. Adopter un point de vue systémique et comprendre les écosystèmes comme circuits de matières, d'énergie et d'informations permet d'en montrer toute la cohérence et les interdépendances. On ne peut se contenter de mesures isolées, il faut « faire système », mais cela ne peut signifier en aucun cas dénier la nécessaire diversité des systèmes : chaque système, organisme ou organisation n'est qu'une totalité partielle qui n'épuise pas la totalité des possibles mais doit avoir un fonctionnement spécifique et un espace propre. À rebours de tous les extrémismes et des idéologies simplistes, la coexistence des systèmes doit nous amener à défendre une économie *plurielle* ou mixte (ce qu'elle est déjà avec les sphères du don, de la gratuité et des échanges marchands). Après les totalitarismes communistes et fascistes, c'est le totalitarisme du marché qu'il faut combattre sans retomber dans un totalitarisme écologiste. Il faut y insister car cela ne va pas de soi : la voie de l'alternative est celle d'une économie plurielle (si chère à Jacques Robin) ni simple réformisme, ni pure idéologie.

Il ne peut s'agir de faire n'importe quoi, ni de tout changer à l'économie et au monde tel qu'il va, mais « seulement » de sortir du *totalitarisme* marchand, de l'exploitation salariale et du productivisme capitaliste, sans tomber pour autant dans un totalitarisme étatique ni dans toutes sortes d'utopies communautaires, qui auront toujours leurs partisans. L'absence d'alternatives crédibles est d'ailleurs le résultat de ce nouveau totalitarisme qui voudrait faire du marché la réponse à tous les problèmes (l'amour même !). En fait, cette tentative de supprimer la pluralité des économies a déjà échoué même si elle a outrepassé ses limites et fait beaucoup de dégâts. La première chose à faire, c'est donc de mettre des limites aux marchés, de les réguler (pas de les supprimer !) pour construire patiemment une économie plurielle combinant les logiques marchandes, publiques et associatives, jouant l'État contre le

marché et le marché contre l'État plutôt que de subir le joug de l'un ou de l'autre.

LE PRODUCTIVISME DURABLE

Le productivisme de la société de consommation n'est certes pas la seule cause des problèmes écologiques et il y a déjà beaucoup à faire pour rendre le capitalisme moins destructeur mais les tentatives de rendre un peu plus durable notre modèle économique sans changer de système rencontrent vite leurs limites, alors qu'elles se présentent, pour cela même qu'elles ne changent rien, comme les seules *réalistes*, qu'elles soient moralistes (frugalité individuelle), libérales (écotaxes) ou étatiques (gouvernement des experts).

Inutile de trop s'appesantir sur le moralisme écologiste de la « simplicité volontaire », même s'il est largement dominant et peut constituer une bonne hygiène de vie, sinon pour souligner qu'il reste entièrement dans le cadre de la société de marché. C'est de l'ordre de la charité chrétienne pour réduire la pauvreté qui a toujours accompagné le capitalisme sans rien y changer, c'est le geste quotidien qui nous sauve ! Son efficacité est nulle, par rapport au nombre de « pauvres involontaires », il a tout au plus valeur d'exemple ou d'exploration de nouveaux modes de vie. On ne peut éliminer complètement cette dimension individuelle malgré tout. Il faudra bien adopter en effet des comportements plus écologiques (trier ses déchets, économiser l'eau) même s'ils ne prennent sens qu'à s'inscrire dans un processus collectif et ne peuvent tenir lieu de politique. Par exemple, il est un fait qu'il faudra limiter la consommation de viande rouge, trop coûteuse en ressources et en énergie, mais cela ne servira à rien de le faire individuellement et c'est aller un peu vite en besogne de vouloir qu'on devienne tous végétariens alors que les poulets et les poissons restent de très bonnes sources de protéines. Il se trouve que ces préceptes sont bons aussi pour notre santé, pas seulement pour l'équilibre planétaire, la viande rouge étant impliquée dans de nombreuses maladies et cancers. En tout cas, si l'écomoralisme ne peut en aucun cas constituer une alternative au capitalisme et à la société de consommation, il faut constater du moins que c'est la forme que prend une prise de conscience écologique qui n'a pas de prise sur les événements sinon au niveau individuel. Il y a aussi des mystiques qui réduisent l'écologie à une vue de l'esprit, une façon d'être au monde... On ne peut en rester là.

Une autre tentative, plus sérieuse, d'adapter notre économie aux limitations écologiques, c'est l'éco-économie de Lester R. Brown[3], projet qu'on peut dire libéral, corrigeant simplement les mécanismes de marché par des écotaxes censées rétablir une illusoire vérité des prix écologiques. A part ça, il n'y a pas grand-chose à changer à notre système de production. Il parle bien de « révolution environnementale » mais uniquement dans le sens d'une nouvelle « révolution industrielle » « boostée » par de nouvelles énergies et de nouveaux marchés ouverts par l'écologie. On s'écarte tout de même du libéralisme lorsqu'il prône une « économie de guerre » qui mobilise toutes les capacités productives pour inonder le monde d'éoliennes, mais on est très éloigné de toute décroissance. On reste dans le même mode de vie, le même travail, la même industrie, le même productivisme qu'en 1939-40 et la même organisation sociale ! Ajoutons à cela qu'on suppose des gouvernements démocratiques, capables et bien intentionnés de par toute la Terre ! Malgré tous ses défauts, c'est un projet qu'on ne peut rejeter complètement (impossible de se passer d'écotaxes) et comme on garde le même système, ce sont des mesures qui peuvent s'appliquer très rapidement. C'est un premier niveau d'intervention indispensable mais cela n'empêche pas d'en reconnaître les limites à rester dans le cadre d'un productivisme débridé et du totalitarisme marchand.

La nouvelle économie sera basée sur un recyclage extensif, sur les énergies renouvelables et sur un système de transport diversifié s'appuyant plus sur le rail, les bus, les bicyclettes et moins sur la

voiture[4].

Il faut avouer que la plupart des mesures devenues urgentes peuvent être prises dans le cadre du système actuel : les économies d'énergie (isolation, énergie intelligente), le passage accéléré aux énergies renouvelables (le solaire principalement), la promotion des transports en commun, la généralisation du recyclage, la réduction des pollutions, des prélèvements marins (remplacés par des fermes piscicoles), jusqu'aux activités réparatrices et de gestion de l'environnement (eau, forêts, etc.). Il n'y a là rien qui soit incompatible avec le productivisme, lui ouvrant finalement de nouveaux marchés (éoliennes, panneaux solaires, produits bio, etc.). On ne pourra absolument pas s'en passer mais on ne pourra s'en tenir là non plus. En particulier, les préoccupations écologiques mènent inévitablement au retour à de plus grandes solidarités collectives, donc à une certaine réduction des inégalités, ainsi qu'à la mise en commun de nos ressources. C'est le retour de la politique, si ce n'est de l'État.

D'ailleurs, de façon bien plus marginale mais assez inattendue, on voit resurgir des **tentations autoritaires**[5], d'autant plus autoritaires qu'il n'y a pas d'alternative et qu'on rajoute une contrainte à un système qui s'y oppose ! Des versions plus *soft* d'une écologie étatique visent simplement à encadrer l'économie par des normes et réguler les marchés ou piloter les entreprises par les syndicats mais il est difficile que cela ne mène pas à une bureaucratie pesante et un gouvernement des experts où le contrôle des populations commence avec le contrôle des naissances. Le néomalthusianisme qui règne souvent dans ces milieux est la dernière tentative de faire de la population elle-même le problème au lieu de mettre en cause notre mode de développement. C'est assez dangereux mais, ce qui plaide pour cette forme de pouvoir que la Chine pourrait incarner, c'est en particulier « l'écologie industrielle » intégrant au plus près des industries complémentaires pour limiter les pertes et les déchets, ce qui s'accommode assez mal du libéralisme.

« “Elle devrait simplement être une tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses”. Ce régime devrait-il être communiste ou capitaliste ? Communiste, non seulement pour la “morale ascétique”, l'exclusion du profit, mais aussi parce que, sur le plan de la “technique du pouvoir”, ce régime “paraît être plus capable de réaliser nos buts inconfortables que [...] le complexe capitaliste, démocratique et libéral”[6]. »

De même que le communisme n'a pas été beaucoup plus qu'un capitalisme d'État, on n'est pas vraiment ici dans une alternative au système de production industriel du siècle passé, seulement au marché et au système libéral-démocratique. Malgré tout ce que peut avoir de satisfaisant pour l'esprit la prise de commande de l'économie par des consciences éclairées, c'est une bonne blague ! L'écologie, si ce n'est l'histoire passée, enseigne au contraire les caractères dévastateur et brutal d'un pouvoir trop centralisé, le besoin de l'autonomie des acteurs et de réponses diversifiées. S'il y avait des tyrannies bienveillantes, plus besoin de démocratie en effet, qui n'est pourtant pas pour rien un ingrédient indispensable des bonnes politiques, comme l'a si bien montré Amartya Sen...

Ici, encore une fois, le court terme peut être très bon... mais à long terme, ça risque d'être horrible, comme l'affirme Hubert Reeves.

DÉCROISSANCE, RELOCALISATION, TRAVAIL AUTONOME

Pour contester les dérives gestionnaires de l'écologie et les prétentions d'un « développement durable » qui sert de prétexte à la continuation du pillage de la planète, les écologistes radicaux ont popularisé le thème de la *décroissance*, clairement en rupture avec le productivisme et la croissance attendue par tous comme le messie ! Ce slogan a le mérite d'attirer l'attention sur la nécessité absolue d'une décroissance matérielle de nos consommations mais il comporte de nombreuses ambiguïtés

(comme tous les slogans). Tout d'abord, il est purement quantitatif et n'est pas forcément anti-capitaliste, encore moins alternatif lorsqu'on croit pouvoir obtenir la décroissance des consommations par la simple réduction du temps de travail. Ensuite il y a confusion entre croissance matérielle et croissance monétaire (inflation) qui ne sont pas forcément corrélés. Enfin, la décroissance ne peut s'appliquer aux pays pauvres qui n'ont pas besoin de consommer moins mais mieux, c'est le modèle économique qu'il faut changer. La question qui se pose est bien celle de l'alternative, d'une alternative à la fois réaliste et désirable, qui soit véritablement « soutenable ».

Il y a les anciennes réponses. Ainsi, Cuba pourrait servir de modèle de décroissance car l'empreinte écologique y est minimale ! C'est, bien sûr, contrainte et forcée par le blocus américain que l'économie cubaine a dû réduire ses consommations en essayant de vivre en cercle fermé. La vie n'y est pas si horrible qu'on le dit et la nôtre pas aussi belle qu'on le prétend mais l'échec est patent à ne pouvoir supprimer la pauvreté ni même la faim pour une partie significative de la population, sans compter bien sûr le peu de liberté laissé par un pouvoir qui étend son contrôle jusque dans les villages, et cela, sans avoir besoin d'avoir recours à aucun moyen technique sophistiqué ! Si c'est cela notre avenir, il y a quand même de quoi déchanter. Il n'empêche que, là encore, ce qui semblait mort pourrait reprendre vie par cela même qui avait causé sa perte puisque le socialisme démontre ainsi qu'il est loin d'être aussi productiviste que le capitalisme. Le socialisme produit de la pénurie plus que de l'abondance, voilà qui pourrait devenir un avantage (sauf que cela n'empêche nullement des gâchis gigantesques malgré tout !).

L'expérience historique semble condamner toute alternative à sombrer dans ce socialisme autoritaire d'être pensée selon les anciens modèles révolutionnaires, centralisés, étatiques. Les modèles écologistes sont pourtant très différents, bien plus adaptés à une production de plus en plus immatérielle et en réseaux : ce sont des modèles largement décentralisés, démocratiques, diversifiés et basés sur le local, pas du tout compatibles avec une dictature, qu'elle soit verte ou rouge.

C'est le point essentiel sur lequel se retrouvent la plupart des écologistes et des altermondialistes : la nécessité d'une *relocalisation* de l'économie et donc d'alternatives locales à la globalisation marchande. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière ni d'un protectionnisme, ni d'une réduction des questions globales à de petits enjeux locaux, mais d'une revalorisation des échanges de proximité pour réduire les circuits de distribution et rendre tout simplement vivable un monde qui se déterritorialise, le réhabiter. C'est reprendre la question par sa base, une reconstruction *bottom-up* à partir du local, sans exclure pour autant les processus *top-down* qui ont leur nécessité aussi. Il ne s'agit pas de tout réduire au local. La difficulté, c'est qu'il faut intervenir à différents niveaux : accords internationaux (climat), régulation du capitalisme (éco-économie), infrastructures nationales, circuits alternatifs, institutions locales. Cependant, la nouveauté apportée par l'écologie, c'est bien de redonner toute son importance au local (penser global, agir local).

Un autre point, qui n'est pas du tout pris en compte par l'écomoralisme ni par l'éco-économie, c'est l'indispensable humanisation du travail. Il faut le répéter, ce n'est pas tant du côté de la consommation qu'il faut prendre le problème, mais du côté de la production, de l'épanouissement du travailleur et de sa valorisation. C'est un véritable retournement et la clé de l'alternative. De plus, et contrairement aux technophobes qui croient pouvoir accuser une technique impersonnelle de tous nos maux, c'est bien là qu'il faut tirer parti de la dématérialisation du travail, du passage de la force de travail à la résolution de problèmes valorisant le travail autonome et permettant de sortir du salariat (de la dépendance emploi/consommation). Pour avoir la possibilité de se passer du salariat et que le travail autonome ne soit pas réservé aux classes supérieures, il y a absolument besoin d'un revenu garanti et de toutes les institutions du travail autonome (coopérative, financement, formation, assistance). Dans cette optique de développement humain et de qualité de la vie, il faudra favoriser aussi les techniques conviviales et de meilleures conditions de travail pour les salariés eux-mêmes. En améliorant ce qui constitue une

grande partie de notre vie, nous réduirons l'inhumanité du monde et le besoin de compensations marchandes plus sûrement que par la culpabilisation individuelle. **Changer le travail, c'est changer la vie** et, en changeant les modes de production, on changera complètement les modes de consommation. Reste à savoir comment faire.

Heureusement, la nécessité de relocalisation de l'économie pour équilibrer la globalisation marchande constitue notre chance car c'est ce qui donne l'opportunité d'expérimenter ces alternatives localement, ici et maintenant, sans attendre que le monde entier nous rejoigne ! Le niveau le plus pertinent d'une politique écologiste, c'est bien la municipalité où beaucoup peut être fait, notamment grâce à des **monnaies locales** (immédiatement disponibles) et la mise en place de **coopératives municipales** pour abriter les travailleurs indépendants et favoriser les échanges locaux (un peu comme les SEL). Ce sont des outils peu familiers et qu'on ne peut décrire ici mais qui permettraient à l'écomunicipalisme de constituer la base d'une véritable alternative bien qu'il soit difficile d'assurer un revenu garanti au niveau municipal. On ne peut espérer convaincre que ce soit une solution crédible, il faut seulement espérer que quelques municipalités tentent l'expérience et le démontrent. Qu'on sache, du moins, qu'avec le triptyque « revenu garanti, coopératives municipales et monnaies locales », on peut dessiner une alternative écologiste réalisable immédiatement et qui n'a pas grand-chose à voir avec nos anciennes représentations. C'est peut-être le signe de son caractère irréaliste, ou peut-être bien le signe que nous avons déjà changé d'ère...

IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE

Dans l'urgence actuelle, notre priorité devrait être à la fois d'établir un diagnostic précis de notre situation et de débattre publiquement des alternatives concrètes dans toute leur complexité. C'est ce qui devrait mobiliser toutes nos énergies. Il serait complètement utopique, en effet, de penser qu'on va pouvoir continuer comme avant, il est devenu évident pour le monde entier que nous devons changer nos modes de production et de consommation confrontés à nos limites matérielles ! L'absence d'alternative à un système dont on sait qu'il n'est pas durable renforce les discours extrémistes, millénaristes, religieux, régressifs, autoritaires, appelant à une rupture totale et un homme nouveau complètement fantasmé. Entre une dangereuse passivité et la surenchère verbale, il faut trouver la voie d'un véritable système de production alternatif dans une économie plurielle, en agissant à tous les niveaux (technique, politique, local, individuel), on n'a pas le choix !

On connaît déjà quelques-unes des conditions que devront remplir des alternatives réalistes au productivisme capitaliste. Il faudra qu'elles tiennent compte des contraintes écologiques, bien sûr, mais aussi de ce que nous sommes et des échecs passés, de l'étatisme comme du libéralisme. Il faudra que ce soient des alternatives à dimension collective et même mondiales, adaptées à notre temps (ère de l'information, travail autonome, coopération des savoirs) sans pour autant se contenter d'écotaxes pour réduire l'allure d'un productivisme dont il faut pouvoir sortir progressivement, ce qui veut dire donner une alternative au salariat par les institutions du travail autonome.

Non seulement le productivisme durable se révèle une impasse sociale et démocratique mais il est tout aussi vital de *relocaliser* l'économie et de réduire la logique marchande dans une *économie plurielle* (État/marché/associations avec des fonctionnaires, des salariés, des travailleurs autonomes). Il nous faudra aussi tirer parti de l'ère du numérique pour « *dématérialiser* » autant que possible (en remplaçant la matière par l'information). Le capitalisme n'est guère adapté à cette nouvelle économie immatérielle qui est d'ailleurs souvent une économie de la gratuité et de la *coopération* des savoirs, basée sur les compétences et le *développement humain*. C'est tout cela qui converge dans la

construction d'alternatives locales favorisant les coopérations et l'*autonomie* individuelle dans une *démocratie* de face à face.

L'important, c'est de penser global, de s'inscrire dans un *système* de production alternatif combinant production, reproduction et circulation (*coopératives, revenu garanti et monnaies locales* font système), mais ce n'est pas tout. Il faut aussi être de son temps et donc prendre en compte *l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain*. De telles alternatives, il n'y en a pas légions et ce serait une illusion de croire qu'il suffirait de « prendre le pouvoir » pour changer le système de production. Il faut du temps et l'effondrement du capitalisme n'apporterait rien de bon. Le scénario d'une économie plurielle permet de jouer sur les deux tableaux : en commençant par écologiser le capitalisme, en le régulant et en réorientant ses productions vers les besoins écologiques, tout en réduisant progressivement son champ avec la montée en puissance de la nouvelle économie immatérielle et relocalisée.

Il n'y a pas d'alternative : nous devons sortir de la société de consommation et réduire la globalisation marchande tout en tirant parti des technologies numériques. Il y a bien sûr des dimensions idéologiques ou économiques mais ni la morale, ni les taxes n'y suffiront, il faudra des dispositifs concrets et une vision globale qui ne sont pas hors de notre portée. Nous en avons présenté au moins une première approximation, largement inspirée du merveilleux livre d'André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*^[7], afin de donner quelque idée de comment il faudra sans doute transformer nos institutions pour un monde plus supportable et sans que cela n'ait rien d'impossible ni d'insurmontable pour peu que se produise l'improbable d'une prise de conscience collective claire et décidée d'éviter le pire...

Jean Zin*

NOTES

* Jean Zin est fondateur de la revue écologiste *EcoRev'* (2000), membre du GRIT (Groupe de Réflexions Inter et Transdisciplinaires) depuis 2002 et auteur de *L'écologie-politique à l'ère de l'information* (2006).

[1] À titre de complément au présent texte (notamment pour les notions de revenu garanti, monnaies locales, coopérative municipale), l'auteur renvoie à son site Internet (<<http://jeanzin.fr>>).

[2] Jean Zin, *L'écologie-politique à l'ère de l'information*, Alfortville (et en ligne), è®e, 2006, p. 7-8.

[3] Cf. Lester R. Brown, *Le plan B. Pour un pacte écologique mondial*, Paris, Calmann-Lévy, 2007.

[4] *Ibid.*, p. 277.

[5] Cf. Antoine Robitaille, « La tentation de la dictature verte », *Le Devoir*, 12-13 avril 2008.

[6] *Idem*. Les citations comprises dans ce passage sont tirées de l'ouvrage de Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, trad. Jean Greisch, Paris, éd. du Cerf, 1990.

[7] André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.